



COORDINATION POUR L'ÉDUCATION A LA NON-VIOLENCE ET A LA PAIX

Communiqué

Pourquoi les punitions ou châtements corporels ne seront toujours pas abolis en France

Ce 6 mars, le Sénat va certainement adopter à une large majorité la proposition de loi déposée par Laurence Rossignol. Ce texte vise, d'après son titre et son exposé des motifs, à abolir les « violences éducatives ordinaires ». Par son article premier, il ajoute à l'article 371-1 du Code civil que l'autorité parentale « s'exerce sans violences physiques ou psychologiques ». Il est en cela conforme au texte adopté à l'Assemblée nationale le 29 novembre dernier. Les débats parlementaires ont été l'occasion pour le gouvernement et la majorité des groupes politiques d'affirmer que l'éducation doit être sans violence ou non-violente. La Coordination se réjouit de ces prises de position.

La Coordination regrette cependant que **ce nouveau texte n'abolisse pas les punitions ou châtements corporels en France puisqu'il ne les mentionne pas explicitement**. Le gouvernement et les parlementaires savent pourtant que **ces mentions explicites sont indispensables en droit international pour que la France soit reconnue abolitionniste en la matière** (comme 54 Etats l'ont déjà été).

Cette loi sera par ailleurs sans réel effet puisque le Code pénal prévoit déjà la condamnation d'auteur des violences contre les enfants (art. 222-13) et que, par ailleurs, **la jurisprudence considère, depuis des années, que les châtements corporels ne sont pas des violences du fait que les parents ont un droit de correction qui inclut le droit d'infliger des punitions ou châtements corporels (claques, fessées et autres)**.

Nous regrettons d'autant plus cette situation que les mots punitions et châtements corporels figuraient bien dans les propositions de loi déposées et ont ensuite été retirés, à la suite de pressions diverses, au cours des débats parlementaires.

Après l'adoption de ce texte de loi, les punitions et les châtements corporels ne seront donc toujours pas abolis en France et prétendre le contraire serait une contre-vérité.

Devant cette nouvelle impasse, nous demandons que ce texte soit au plus vite amendé par le parlement **afin que les enfants bénéficient en France de la même protection que celle accordée aux enfants dans la plupart des pays européens** et que le gouvernement s'engage ensuite, sur la base d'un texte législatif clair et explicite, à lancer un plan national d'aide à la parentalité - et pas seulement une enquête sur le sujet - afin que chaque parent puisse recevoir le soutien qui lui est nécessaire pour améliorer son mode éducatif.

5 mars 2019

ACAT
ACCES - Clairières de Paix
ACNV
AIRE
Alliance Nationale des UCJG
AMELY
ANV
APEPA
Arche de Lanza del Vasto
ARIV
ARP
AP3
Association Centre Nascita du Nord
Associr
Association Enfance Télé Danger
Association La Salle
Association La Vie en Marche
Association Le Petit Prince
Association Montessori France
Association Montetibou
Association pour une Fondation de
Corse-UMANI
Atelier de paix du Clunisois
BICE
CCFD
Centre de ressources sur la non-violence
Midi-Pyrénées
Centre Quaker International
Collège Lycée international Cévenol
Conflits sans violence
Coopérations À la Paix
Coordination parisienne pour une culture
de non-violence et de paix
CPCV Ile-de-France
Cultivons la paix
Démocratie et spiritualité
DIH Mouvement de Protestation Civique
École de la Paix
École soufie Internationale
EEeF
Emmaüs France
EPP Midi-Pyrénées
Espéranto
Étrincelle
Famille Franciscaine
Fédération des AROEVEN-FOEVEN
FUAJ
Génération Médiateurs
Gers Médiation
Graine de Citoyen
Graine de Paix
IFMAN
Initiatives et changement
IECC
IPLS
IRIS
IRNC
ISM
Jeunesse et Non-Violence
Justice et Paix France
Korhom
L'Arche en France
L'Enfant Bleu – Enfance Maltraitée
La Corbinière des Landes
La Maison de Sagesse
Le Soc - Maison Jean Goss
Le Souffle France
Le Valdocco
Les Amis des Serruriers magiques
Les Maisons de Paix
Ligue de l'Enseignement
Maison des Droits de l'Enfant
MAN
MDPL – Saint Etienne
Mémoire de l'Avenir
MIR
Montessori pour tous
Non-Violence XXI
OCCE
Paix Sans Frontière
Partage
Pax Christi - France
Psychologie de la Motivation
Questions de Justice
Réseau Espérance
REVEIL
RYE France
Secours catholique - Caritas
UNIPAZ
Vivance